

Capital, Etat et Pouvoir en Suisse

Paradigmes & Paradoxes

Par Christophe Farquet, Université de Fribourg, Juin 2019

“...was für ein spannendes Unternehmen wäre dann eine marxistische Studie der schweizerischen Wirklichkeit! Der internationale Kapitalismus insgesamt würde sich darin gespiegelt sehen...”

André Gorz, *Der Verräter*



L'Expulsion des marchands du temple, de Giotto

Le capital sans accumulation primitive

Les paradoxes de l'histoire des banques suisses

La particularité de l'économie helvétique, comparée aux autres pays européens, ne réside-t-elle pas avant tout en ce que la Suisse est un pays de banquiers ? Son essor économique, grâce auquel la Suisse est devenue un des pays les plus riches au monde, n'a-t-il pas été causé pour l'essentiel par les affaires financières internationales et les abondants capitaux étrangers qui sont venus se placer, de longue date, à l'intérieur de la paisible Confédération ? Depuis le Moyen-Age, la Suisse est, en effet, un carrefour commercial et financier de premier ordre au centre de l'Europe. Sur la route qui mène depuis les ports italiens vers les centres économiques du Nord-Ouest du continent, les villes suisses deviennent des lieux d'échanges et connaissent une première expansion du capitalisme commercial. Les foires de Genève, qui figurent parmi les plus importantes d'Europe au XVe siècle, sont des exemples bien connus de la frénésie de cette activité économique préindustrielle, où, déjà, aux côtés des marchands, des banquiers s'adonnent à des pratiques financières. Par la suite, pendant l'Ancien Régime, le développement fulgurant du mercenariat permet à des oligarchies familiales d'accumuler de très grosses richesses, pendant que les banquiers genevois, neuchâtelois et bâlois participent, grâce à leurs capitaux, au négoce international, tout en finançant intensément les dettes des monarchies européennes. Au XXe siècle, finalement, est-il nécessaire de rappeler que la Suisse s'est transformée en un des principaux centres offshore au monde et que ses banques ont occupé jusqu'à aujourd'hui la première place dans le secteur de la gestion de fortune internationale ?

Tous ces éléments, présentés ainsi, ont tendance à confirmer l'image d'Epinal d'une Suisse banquière dont la fortune aurait été, en quelque sorte, drainée continuellement de l'étranger grâce aux activités financières internationales. Dans sa version vernaculaire, cette vision attribuée, à l'époque contemporaine, une fonction nodale – presque magique on serait tenté d'écrire – au secret bancaire dans l'enrichissement des Suisses, selon une conception néo-mercantiliste de l'économie. Même si une telle analyse n'est pas acceptée par les académiciens, il est de bon ton, aujourd'hui encore, d'insister sur le développement sur le très long terme des activités financières ou de souligner leur concours à la croissance de l'économie helvétique.¹ Or, il se trouve que cette idée est simplement infirmée par l'histoire de la place financière suisse, ainsi que par la comparaison statistique. Trois arguments le prouvent, avec force. Le lien de causalité entre les activités bancaires à l'Ancien Régime et la constitution d'une place financière surdimensionnée à l'époque contemporaine est ténu, pour ne pas dire inexistant. Celui entre la précocité de la révolution industrielle en Suisse et l'expansion du système bancaire n'est pas mieux décelable. Quant à l'incidence positive de la croissance des banques sur celle de l'économie en général au XXe siècle, elle est très discutable.

Le premier argument est rarement mis en évidence par les spécialistes de l'histoire contemporaine. Il est pourtant incontestable. La place financière suisse s'est constituée tardivement en comparaison internationale, bien après le décollage du centre bancaire parisien

¹ Par exemple Hans Bauer, Warren Blackman, *Swiss Banking. An Analytical History*, Basingstoke, MacMillan, 1998 ; Hans-Ulrich Jost, « Banques et culture politique : Histoire d'une inféodation », dans *A tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2005, p. 467-478. Plus récemment, Enrico Berbenni, « The Importance of Borders for Swiss Banks : Some Lessons from Economic History », *Revue suisse d'histoire*, 65, 2015, p. 217-218.

ou, a fortiori, l'avènement de la City londonienne. Une première flambée d'activités des banques suisses intervient certes après la création de l'Etat fédéral en 1848. Stimulées par les gros investissements nécessités par la construction du réseau de chemins de fer, de grandes banques, sur le modèle du Crédit mobilier français, voient alors le jour, à l'instar du Crédit Suisse fondé en 1856. Il n'empêche que ce premier boom retombe rapidement, les établissements étant victimes de leurs placements spéculatifs pendant les années 1860. C'est seulement durant la dernière décennie du XIXe siècle que la Suisse se dote d'une place financière au plein sens du terme, ce qui se caractérise par la croissance de grandes banques universelles à dimension nationale, l'essor de bourses à Zurich, Bâle et Genève et l'achèvement de la constitution d'un réseau de banques cantonales. En 1907, la fondation de la Banque nationale suisse vient conforter le système bancaire, la date très tardive en comparaison internationale de création de l'institut d'émission étant d'ailleurs un indice du retard qu'avait pris le développement bancaire. Encore faut-il insister sur ce que la place financière suisse ressemble peu à ce qu'elle deviendra pendant le restant du XXe siècle, l'essor de la gestion de fortune internationale et du marché de l'évasion fiscale intervenant, lui, essentiellement après la Grande Guerre.²

Avant cela, au cours de la première moitié du XIXe siècle, la Suisse n'était donc pas à l'échelle européenne un pays de banquiers, il s'en faut de beaucoup. Quelques banquiers privés, à Genève ou à Bâle, s'adonnaient certes à des affaires internationales. Ils étaient cependant des exceptions. Le système bancaire suisse, pour autant que ce terme eût un sens à l'époque, se résumait à une multitude de minuscules caisses d'épargne et de crédits hypothécaires actives sur un marché très localisé. Cette déficience avait des causes diverses. Elle tenait surtout au fédéralisme, qui empêchait le développement de banques à l'échelle nationale. Comme la Suisse, après 1815, n'avait pour ainsi dire pas d'Etat central et qu'elle n'était pas beaucoup plus qu'une alliance très souple entre cantons souverains, les barrières à la création d'un marché bancaire national étaient innombrables. L'entrave la plus importante était incontestablement l'absence d'une monnaie unifiée, toutes sortes de devises douteuses circulant sur le territoire helvétique, ce qui, non seulement, freinait les mouvements financiers, mais encore affaiblissait considérablement la sûreté du crédit en Suisse.³ Les histoires apologétiques promues par les banquiers et leurs chantres, tout comme parfois les critiques du capitalisme suisse, ont toutes deux tendance, pour des raisons opposées, à ancrer les origines profondes de la place financière suisse dans les périodes les plus reculées. On doit remarquer qu'elles ont tort.

Rien ne démontre mieux que l'histoire de la place financière suisse est faite, derrière son apparente continuité, de multiples ruptures que l'évolution de l'activité bancaire à Genève.⁴ Les banquiers des XVIIe et XVIIIe siècles, fortement impliqués sur les marchés internationaux, n'avaient presque pas de liens avec le premier foisonnement d'affaires capitalistes au Moyen Age, qui s'était éteint au début de l'époque moderne avec le déclin des foires. La révolution française amène une nouvelle rupture, faisant littéralement table rase des oligarchies bancaires

² Youssef Cassis, *Les capitales du capital*, Genève, Slatkine, 2006, p. 181-188 ; Christophe Farquet, *Histoire du paradis fiscal suisse, Expansion et relations internationales du centre offshore suisse au XXe siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

³ Franz Ritzmann, *Die Schweizer Banken. Geschichte-Theorie-Statistik*, Berne, Paul Haupt, 1973, p. 15-124 ; Rolf Zimmermann, *Volksbank oder Aktienbank ? Parlamentsdebatten, Referendum und zunehmende Verbandsmacht beim Streit um die Nationalbankgründung, 1891-1905*, Zurich, Chronos, 1987.

⁴ Jean-François Bergier et al., « La banque et la finance », dans Maria Stepczynski (éd.), *Encyclopédie de Genève*, vol. 3, Genève, Association de l'encyclopédie de Genève, 1984, p. 63-118.

à Genève en raison du défaut sur la rente de la Monarchie française. Au cours du XIXe siècle, ce sont de nouvelles familles de banquiers qui prennent le relai, avant qu'elles ne tentent durant la seconde moitié du siècle d'établir une place financière universelle, en concurrence avec d'autres capitalistes, issus du secteur de l'industrie et de l'artisanat.⁵ Ce projet échoue largement après la Grande Guerre. C'est alors seulement que les banquiers genevois se spécialisent dans la gestion de fortune internationale, ce qui reste leur domaine de prédilection jusqu'à nos jours, même si la ville connaît une diversification de ses activités financières et une internationalisation de ses acteurs après le tournant néolibéral des années 1980. On décèle donc au moins quatre ruptures fondamentales dans l'histoire de la banque à Genève, les discontinuités étant tant sociologiques qu'économiques.

Alors que le récit qui relie la richesse de la Suisse à une sorte d'accumulation continue du capital au cours des siècles par ses financiers n'est pas acceptable, celui qui consisterait à attribuer, à l'époque contemporaine, un rôle fondamental aux banquiers dans l'essor économique du pays est tout autant contestable. C'est ici qu'interviennent les deux autres arguments. Au début de la Belle Epoque, alors que la place financière suisse commence seulement à se constituer à l'échelle nationale, l'économie helvétique est déjà, au regard de son produit intérieur brut par habitant, une des plus avancées au monde. Ce niveau élevé du revenu national, en dépit de la pauvreté des régions rurales, est, pour l'essentiel, le résultat de l'industrialisation réussie du pays. Comme on le sait, la Suisse a été le premier pays sur le continent européen à opérer sa révolution industrielle durant les premières décennies du XIXe siècle, en concurrence avec les territoires qui formeront en 1830 la Belgique. Ceci a conféré à l'économie suisse une avance qui s'est avérée déterminante dans la compétition capitaliste au niveau européen.⁶ La précocité de l'industrialisation de certaines régions de la Suisse, concentrées d'abord au Nord du pays, a sans doute été favorisée par des évolutions intervenues durant le siècle précédent. Cela est vrai de la proto-industrialisation, un phénomène de grande ampleur en Suisse, et de la constitution de réseaux commerciaux avant la Révolution française. Mais elle n'a eu que très peu à voir avec les activités internationalisées des oligarchies bancaires.⁷

Par la suite, beaucoup plus qu'ailleurs, l'industrialisation du pays s'est paradoxalement diffusée en Suisse sans l'apport des banques et ce, tout au long du XIXe siècle. Durant le dernier tiers du siècle, l'amorce de la transition vers la seconde révolution industrielle, accompagnée d'une spécialisation du secteur du textile sur la production de luxe, s'est avérée une transformation salubre pour une économie helvétique devenue non-compétitive sur les marchés internationaux. Cette mutation elle-même n'a été que peu tributaire de la contribution du secteur bancaire. C'est véritablement durant les années précédant la Première Guerre mondiale que les banques commerciales se rapprochent des industries et participent de plus en plus intensivement à leur financement. Les premiers pas vers la constitution d'un capitalisme financier sont engagés, mais il n'atteindra la maturité qu'au cours des décennies suivantes.⁸ Au tournant des

⁵ Olivier Perroux, *Tradition, Vocation et progrès. Les élites bourgeoises de Genève (1814-1914)*, Genève, Slatkine, 2006.

⁶ Paul Bairoch, *Victoires et Déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1997.

⁷ Béatrice Veyrassat, *Négociants et fabricants dans l'industrie cotonnière suisse, 1760-1840. Aux origines financières de l'industrialisation*, Lausanne, Editions Payot, 1982.

⁸ Gerhard Schnyder, Martin Lüpold, André Mach, Thomas David, « The Rise and Decline of the Swiss Company Network during the 20th Century », *Travaux de Science politique*, 22, 2005.

XIXe-XXe siècles, l'extraversion du capitalisme suisse s'accompagne aussi d'une internationalisation de ses activités bancaires et d'un accroissement considérable des exportations de capitaux.⁹ Toutefois, la place financière suisse reste jusqu'à la guerre en position de subordination vis-à-vis de la finance française et allemande. La Suisse est donc devenue, pendant le long XIXe siècle, une économie hautement développée, selon les critères de l'époque. Les industries ont exercé une fonction fondamentale dans ce processus, auquel participent également dans un second temps la croissance du secteur du tourisme, ainsi que celle de la construction ou des services. L'apport des banques est resté, quant à lui, très marginal au moins jusqu'à la Belle Epoque.¹⁰

Ce constat n'est-il pas invalidé par l'évolution économique au XXe siècle ? N'assiste-t-on pas alors au triomphe de l'économie suisse en corrélation avec l'essor prodigieux des activités bancaires ? Cette troisième assertion est tout autant incorrecte que les deux précédentes, pour plusieurs raisons. D'abord, on doit relever que l'idée selon laquelle la Suisse aurait connu un succès économique exceptionnel au XXe siècle est simplement erronée. Selon la statistique, c'est l'inverse qui est vrai : alors que la Suisse est, en comparaison des autres pays occidentaux, une économie à croissance rapide jusqu'à la Première Guerre mondiale, elle a un taux de croissance par habitant faible en moyenne au cours du XXe siècle.¹¹ On est certes en droit de se montrer quelque peu sceptique par rapport à la validité de cet indice, puisque l'opacité du capitalisme suisse concourt probablement à une sous-évaluation de certaines de ses affaires, spécialement celles financières. Toujours est-il qu'en l'état de la recherche, on est bien obligé d'admettre que parler de réussite économique suisse, c'est, statistiquement, affirmer quelque chose de faux pour le XXe siècle. Par conséquent, concernant l'ensemble de la période contemporaine, la vigueur de la croissance économique en Suisse n'est pas corrélée à l'intensité des activités bancaires, bien que, parfois, comme durant les années 1920, on puisse déceler quelque évolution similaire sur la courte durée.

Il y a plus que cela. En dépit de l'hypertrophie du secteur de la gestion de fortune, la contribution des banques à l'économie du pays est restée, jusqu'à un période récente, modeste. Au début des années 1970, la part du secteur bancaire dans le produit intérieur brut est encore de moins de 5%. Ce constat surprenant est d'autant plus vrai, lorsque l'on se penche sur les emplois bancaires. Depuis la Première Guerre mondiale jusqu'en 1960, ce sont seulement un centième de la population active environ qui travaille dans ce secteur, avant que cette proportion ne quadruple en l'espace de trois décennies.¹² Ce que l'on appelle l'industrie bancaire est donc, comme ailleurs en Europe, une innovation qui date, pour l'essentiel des années 1980, voire des années 1990 en Suisse. Cette constatation résulte, pour une bonne part, de ce que la spécialisation des banques helvétiques dans l'accueil et la gestion des capitaux étrangers est

⁹ Sur l'internationalisation du capitalisme suisse à la Belle Epoque et, en particulier, l'importance des placements directs et de portefeuille, on pourra se référer aux statistiques dans Thomas David, « Croissance économique et mondialisation : le cas de la Suisse (1870-1914) », Société suisse d'histoire économique et sociale, 19, 2004, p. 150-151. Notons que les chiffres, souvent cités, de Goldsmith, qui attesteraient que les actifs des établissements financiers suisses, rapportés au produit intérieur brut, seraient largement supérieurs à ceux des autres pays développés avant la Première Guerre mondiale, sont surévalués, notamment à cause de l'utilisation d'un produit intérieur brut trop faible. Raymond Goldsmith, *Financial Structure and Development*, New Haven, Yale University Press, 1969, p. 209 et 545.

¹⁰ Pour l'implication tardive des grandes banques commerciales dans le financement industriel en Suisse, Malik Mazbouri, *L'émergence de la place financière suisse (1890-1913)*, Lausanne, Antipodes, 2005, p. 185-203.

¹¹ Margrit Müller, Ulrich Woitek, « Wohlstand, Wachstum und Konjunktur », dans Patrick Halbeisen et al. (éd.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle, Schwabe, 2012, p. 95 et 204.

¹² Statistique historique de la Suisse, HSSO, 2012, Tab. Q.2. hso.ch/2012/q/2 et Tab. F.0. hso.ch/2012/f/0.

peu créatrice d'emplois, un gestionnaire pouvant à lui seul administrer une fortune considérable. Quant à l'apport au revenu national des afflux d'avoirs vers la Suisse qu'entraînerait ce genre d'affaires, il doit être fortement relativisé. Ce ne sont pas, à proprement parler, des investissements qui sont effectués en Suisse, mais des placements en numéraires et en titres, une grande partie d'entre eux restant d'ailleurs sous forme de devises et de valeurs étrangères.

On pourrait rétorquer à cela que la transformation de la Suisse en paradis fiscal a provoqué d'autres effets, améliorant indirectement la position internationale de l'économie helvétique. En abaissant les taux d'intérêt, grâce à l'abondance des liquidités, elle a permis d'amoinrir l'impact négatif du franc fort, qui a, quant à lui, considérablement accru la capacité d'expansion des banques et des multinationales à l'extérieur du pays.¹³ Par ailleurs, bien que la gestion de fortune crée peu d'emplois, on ne peut nier qu'elle a, dans l'ensemble, participé à l'affirmation générale de la place financière suisse. Et la mutation du pays en havre fiscal au milieu de l'Europe, même si elle a entraîné des tensions avec les gouvernements étrangers, a plutôt eu tendance au cours du XXe siècle à accroître la puissance politique de la Suisse.¹⁴ Il n'en reste pas moins que, sans entrer dans les implications morales d'une telle orientation, les performances de l'économie suisse n'ont été aucunement exceptionnelles. Il n'est de loin pas impossible que sa transformation en centre offshore ait été au final plus coûteuse que profitable pour l'ensemble de la population. La politique du franc fort, intimement corrélée à la défense de l'attractivité financière suisse, a été, par exemple, néfaste pendant les crises économiques, tant au cours de la Grande Dépression que durant les années 1970.¹⁵ Sans trancher définitivement cette question, on doit bien admettre qu'au regard de la comparaison statistique, une autre stratégie économique aurait très bien pu être conduite avec des résultats au moins égaux, sinon meilleurs.

La richesse de la Suisse n'est pas, on le voit, la résultante d'une financiarisation précoce de l'économie suisse qui trouverait ses origines premières dans l'Ancien Régime, voire au Moyen Age. La finance n'a, par la suite, que très peu contribué au phénomène le plus déterminant pour comprendre le take-off de l'économie suisse au XIXe siècle, à savoir son industrialisation. Quant à l'expansion et l'internationalisation bancaire, elles ont produit des effets ambigus sur la croissance et l'emploi en Suisse au XXe siècle.

¹³ Patrick Halbeisen, Tobias Straumann, « Die Wirtschaftspolitik im internationalen Kontext », dans P. Halbeisen (éd.), *Wirtschaftsgeschichte*, op. cit. ; Margrit Müller, « Internationale Verflechtung », dans P. Halbeisen (éd.), *Wirtschaftsgeschichte*, op. cit.

¹⁴ Christophe Farquet, *La défense du paradis fiscal suisse avant la Seconde Guerre mondiale. Une histoire internationale*, Neuchâtel, Alphil, 2016.

¹⁵ La Banque nationale suisse, 1907-2007, Zurich, *Neue Zürcher Zeitung*, 2007, p. 100-104 et 184-185.

La faiblesse de l'Etat, sa force

Les paradoxes du paradis fiscal suisse

La Suisse n'est pas un peuple de banquiers et son enrichissement n'a pas dépendu du secret bancaire. En revanche, deux faits sont tout aussi clairs. Le premier d'entre eux, c'est que son économie s'est transformée, surtout à partir de la Première Guerre mondiale, en un capitalisme rentier, reposant plus intensément que ses concurrents sur les revenus financiers retirés de l'étranger. La délocalisation de la production des multinationales industrielles ou le développement du secteur des assurances en témoignent, tout autant que la croissance des banques. Deuxièmement, l'attractivité financière de la Suisse au XXe siècle a été un phénomène d'une importance indéniable, pour l'histoire helvétique bien entendu, mais aussi pour les autres pays européens. Les mouvements financiers de très grande ampleur à partir de la Première Guerre mondiale, qui se dirigent vers la Suisse ou transitent par l'entremise de son territoire, ont eu une incidence considérable sur la monnaie et la fiscalité des pays d'origine des capitaux. Il est probable qu'en aucun autre domaine que celui-ci, la Confédération ait autant influé sur les politiques étrangères. A l'intérieur de la Suisse, l'intensité des transactions internationales a accentué, par ailleurs, les tendances au libéralisme financier. Tel est le paradoxe du capitalisme financier, qui peut générer un marché artificiel, celui de l'offshore, dont l'incidence politique n'est pas du tout proportionnelle à son poids dans l'économie nationale puisqu'il est situé au nœud des transactions monétaires.

La mutation de la Suisse en paradis fiscal après la Première Guerre mondiale s'appuie sur la conservation d'un Etat faible, au regard de la dimension des recettes d'impôts ou des dépenses publiques en rapport du revenu national. On touche ici à une tendance lourde de la société helvétique, qui remonte au moins à la seconde moitié du XIXe siècle et qui s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui. C'est une des principales spécificités de l'économie suisse en comparaison internationale. Cette faiblesse de l'Etat a trois causes principales. La première d'entre elles est le fédéralisme. Le haut degré de décentralisation est, à l'origine, le résultat d'un calcul politique des Radicaux, lors de la création de la Confédération moderne. La Suisse est le seul pays en Europe, où la révolution bourgeoise réussit en 1848, à l'heure où, ailleurs, le Printemps des peuples accouche d'une réaction aristocratique. Aussi s'agissait-il, avant tout, pour les nouveaux dirigeants d'édifier les conditions-cadres d'une économie nationale, en unifiant notamment le système douanier et la monnaie, tout en évitant que la centralisation ne débouche à l'avenir sur une expansion trop significative de l'appareil étatique, contraire aux principes du libéralisme défendus par la plupart d'entre eux.¹⁶ L'élaboration de législations nationales, sans transfert important de dépenses publiques à l'Etat central, a répondu à cet objectif.

La mise en œuvre de cette politique, qui a préservé la souveraineté cantonale et communale pour la totalité des impôts directs, la Confédération se finançant presque exclusivement grâce aux droits de douane, a été facilitée parce qu'aucun réel appareil étatique central ne préexistait. Les Radicaux n'ont aucunement dû faire face à un Etat monarchique au train de vie faste et à une large bureaucratie qui en aurait dépendu. La décentralisation a été, par ailleurs, un moyen de ménager les susceptibilités des régions rurales, dominées par l'opposition politique des Catholiques-conservateurs. Il est vrai qu'un accroissement des dépenses publiques de l'Etat

¹⁶ Cédric Humair, 1848. Naissance de la Suisse moderne, Lausanne, Antipodes, 2009.

central s'est produit dès la fin du XIXe siècle, ce qui a été couplé à partir de la Grande Guerre à l'introduction des premiers impôts fédéraux directs. Il n'empêche que, par la suite, la décentralisation étatique s'est maintenue avec une persistance remarquable en Suisse. En réalité, dès le début du XXe siècle, et plus encore après la Première Guerre mondiale, le fédéralisme est devenu une stratégie d'attraction fiscale, visant à actionner les baisses d'impôts par la concurrence entre les cantons et les communes. C'est de cette façon que, paradoxalement, les grands industriels et banquiers des centres urbains ont pu trouver un terrain d'entente commun sur la décentralisation de l'Etat avec les paysans des régions reculées de Suisse.¹⁷

La deuxième cause du maintien d'un Etat faible en Suisse est très simple : elle tient à l'absence de participation de la Confédération aux deux guerres mondiales. Dans tous les pays belligérants, c'est durant ces conflits que les quotes-parts fiscales s'accroissent très sensiblement, pour ensuite se stabiliser durant les après-guerres à un niveau incomparablement plus élevé à celui avant le début des hostilités. Cet effet de déplacement a été bien moindre après la Première Guerre mondiale en Suisse, et il a été, à vrai dire, inexistant lors du second après-guerre, si bien que le poids des dépenses publiques, rapporté au produit intérieur brut, est resté relativement léger.¹⁸ Il est vrai que cette tendance a été quelque peu contrecarrée entre les années 1970 et les années 1990. Ceci résulte d'un développement tardif des assurances sociales en Suisse¹⁹, tout comme d'un virage vers le néo-libéralisme effectué moins rapidement qu'à l'étranger, bien qu'il soit plus juste de parler dans le cas de la Suisse d'un raffermissement du libéralisme plutôt que d'un réel tournant. Toujours est-il que, depuis lors, l'écart entre la moyenne des quotes-parts fiscales des pays occidentaux et celle de la Suisse s'est stabilisé, démontrant qu'il ne s'agissait que d'un fléchissement temporaire.²⁰

La troisième cause est finalement à rechercher du côté des rapports de force socio-politiques. Au XXe siècle, la Suisse se démarque par une stabilité politique en tout point inouïe, ce qui n'est pas étranger bien entendu à l'absence de participation aux deux guerres mondiales. A partir de l'intégration d'un premier Catholique-conservateur à l'exécutif fédéral en 1891, le pays a été constamment gouverné par des coalitions majoritaires de centre-droit, un phénomène qu'on ne retrouve dans aucun autre pays européen. Assurément, cela a favorisé la préservation d'un Etat faible, d'autant plus que, comme on le verra encore, la politique du Conseil fédéral s'est caractérisée par la persistance d'une orientation affairiste qu'on peut qualifier de libérale-conservatrice. L'essor prodigieux des activités bancaires internationales en Suisse a, en même temps, accentué l'influence politique des milieux financiers, fermement opposés à l'extension de l'Etat pour des raisons fiscales et régulatrices. A tout cela s'ajoute que, même si les Socialistes ont été intégrés à partir de 1943 dans l'exécutif, le mouvement ouvrier s'est caractérisé, dès les années 1920, par sa faiblesse politique en comparaison des pays limitrophes et il n'a pas pu faire contrepoids à cette ligne.

¹⁷ Sebastien Guex, L'Argent de l'Etat. Parcours des finances publiques au XXe siècle, Lausanne, Réalités sociales, 1998.

¹⁸ Olivier Longchamp, La politique financière fédérale, 1945-1958, Lausanne, Antipodes, 2014.

¹⁹ Pour le lent développement de l'Etat social en Suisse en comparaison internationale, par exemple, Martin Lengwiler, Riskopolitik im Sozialstaat, Die schweizerische Unfallversicherung 1870-1970, Cologne, Böhlau, 2006.

²⁰ Organisation de coopération et de développement économiques, Statistiques des recettes publiques, 1965-2016, Paris, OCDE Publishing, 2017. Depuis les années 2000, la quote-part fiscale de la Suisse se situe environ à 6 points de pourcents en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. En 2016, l'indice se situait à 27,8% contre une moyenne de 34,3%.

Depuis 1848, en raison de sa structure fédéraliste, de sa neutralité militaire et des rapports de force politiques, la Suisse a ainsi été dotée d'un Etat faible. Voilà une affirmation incontestable, pour peu qu'on adopte une perspective internationale sur l'évolution du pays à l'époque contemporaine. Il n'empêche que cette assertion solide n'a que l'apparence de la simplicité, puisqu'elle dissimule une série de paradoxes. Relevons-en deux. Le premier d'entre eux découle de ce qui a été avancé précédemment sur la croissance économique : on ne peut ni affirmer que la faiblesse de l'Etat aurait été en soi un stimulant des performances de l'économie suisse ou, au contraire, aurait constitué une entrave. Au XIXe siècle, l'Etat suisse est faible, en comparaison internationale, la croissance est vive. Au XXe siècle, l'Etat suisse est faible, en comparaison internationale, la croissance est peu vigoureuse. A vrai dire, une telle assertion relève de l'évidence, puisque l'interventionnisme étatique n'est ni bénéfique ou néfaste en lui-même. Il faut être attentif à ce que fait l'Etat et dans quelle situation historique il intervient. Ce sont des lapalissades qu'il faut cependant rappeler, tant le champ de l'histoire économique est désormais scindé en deux camps, où les partisans de l'Etat font face à leurs opposants.

Ce qui est sûr, c'est que le miracle économique helvétique au XIXe siècle s'est largement produit sans l'Etat. Au début de la révolution industrielle, l'absence d'un Etat central imposant a été un avantage pour les pionniers de l'industrialisation. En Europe, l'Etat de la Restauration, c'est, avant tout, un Etat improductif qui place, par ses règlements corporatifs, des entraves à l'initiative privée. Au Nord de la Suisse, les premiers industriels n'ont pas eu à combattre des structures de pouvoir aussi solides et figées. Encore faut-il se souvenir de ce que signifie ce soi-disant miracle de l'industrialisation. Comme les industriels doivent supporter en Suisse des coûts de transport et de matières premières plus élevés qu'en Grande-Bretagne, ils compensent ce déficit de compétitivité par l'intensification du travail et l'abaissement du coût de la main d'œuvre, profitant de ce que les campagnes suisses, peu rentables, dégagent un excédent de sans-emplois. Le recours systématique à la main d'œuvre infantile et les journées de quinze ou seize heures, voire plus encore, ont été le tribut versé pour extraire l'humanité de la société d'autosubsistance de l'Ancien Régime. En Suisse, cet impôt de chair et de sang s'est avéré très lourd.²¹

Il n'empêche que rapidement, ainsi qu'on l'a déjà noté, l'économie suisse est entrée dans une impasse en raison de l'absence d'un marché national unifié. Chaque canton a sa propre monnaie, son propre réseau de postes et de transport et, surtout, ses propres douanes. Tout ceci ralentit les échanges économiques et augmentent le prix de la production. A vrai dire, il n'existe pas d'économie helvétique pendant la première moitié du XIXe siècle, et c'est bien là que réside le problème. La centralisation étatique, amorcée en 1848, a par conséquent fourni un nouvel élan à l'industrialisation du pays, menacée par la multiplication des concurrents étrangers. Il n'empêche que, jusqu'à la Belle Epoque, voire même jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Etat central a stimulé l'économie en produisant des législations ou en négociant des traités de commerce avec l'étranger, et, non, en intervenant directement dans l'économie. Durant la Grande Dépression de la fin du XIXe siècle, la Confédération n'a délié sa bourse qu'avec une extrême parcimonie, essentiellement pour venir en aide à la paysannerie.²²

L'Etat central n'est donc pas un acteur économique de poids. Il commence seulement à le devenir au tournant du siècle, notamment en raison du rachat des compagnies de chemins de

²¹ Jean-François Bergier, Histoire économique de la Suisse, Lausanne, Payot, 1984, p. 237-242.

²² Cédric Humair, Développement économique et Etat central (1815-1914). Un siècle de politique douanière suisse au service des élites, Berne, Peter Lang, 2004.

fer privées, décidé en 1898. Les dépenses confédérales doublent entre la fin du siècle et la Première Guerre mondiale. Il n'empêche que la surface de l'Etat fédéral reste minime en rapport du produit intérieur brut, d'un peu plus de deux pourcents, et plus de la moitié de ses dépenses sont consacrées à la défense.²³ A partir du début du conflit, les dépenses publiques s'accroissent sensiblement, mais, comme on l'a vu, l'augmentation est moindre qu'à l'étranger. Peut-on en déduire que la faiblesse de l'interventionnisme étatique a freiné la croissance économique en Suisse au XXe siècle ? Ce que l'on peut affirmer tout du moins avec sûreté, c'est que la constance remarquable de l'orthodoxie monétaire et financière dans la politique confédérale a été un choix aussi peu contesté que coûteux. La force du franc, ainsi qu'on l'a déjà noté, a été un facteur aggravant des crises pendant les années 1930 et 1970, et il en est de même pour la dépression courte mais violente du début des années 1920. La défense de l'équilibre budgétaire, en recourant aux politiques d'austérité plutôt qu'aux hausses d'impôts directs, a également pesé lourdement sur les salariés durant les phases de récession.

Il y a un deuxième paradoxe, qui n'est presque jamais mis en évidence par les économistes et les historiens, parce qu'il ne peut entrer dans aucun schéma d'analyse préexistant. La Suisse est un paradis fiscal, la recherche historique l'a définitivement établi. Mais la Suisse a également été une pionnière dans l'adoption de la progressivité de l'impôt et, pour peu qu'on attache de l'intérêt à la statistique, on doit constater que durant la seconde moitié du XXe siècle, sa quote-part fiscale directe, à savoir le rapport entre les recettes d'impôts sur le revenu et la fortune et le produit intérieur brut, est restée assez importante en comparaison internationale. Elle s'est maintenue, par exemple, à un niveau plus élevé que celle de la France après la Seconde Guerre mondiale et durant les trois dernières décennies du XXe siècle elle s'est située dans la moyenne des pays de l'OCDE. Comment expliquer ce paradoxe surprenant ? Avant d'y répondre, il faut faire une constatation préalable. Bien que la Suisse puisse être qualifiée, selon les critères actuels, de paradis fiscal avant la Première Guerre mondiale, pour la simple raison qu'un capitaliste étranger qui délocaliserait sa fortune dans ce pays n'est le plus souvent atteint d'aucun impôt, comparativement, cette désignation n'a presque aucun sens. En effet, dans la très grande majorité des pays occidentaux, les méthodes d'imposition des capitaux importés et de leurs revenus font preuve d'un semblable laxisme, le secret bancaire, par exemple, étant la norme et non l'exception avant la Grande Guerre. Or, linguistiquement, une dénomination, qui ne permet pas de séparer ce qui est de ce qui n'est pas, perd sa raison d'être. C'est le maintien après le conflit de l'imposition libérale en Suisse, à contre-courant de la tendance dans les autres pays, qui transforme le pays en centre offshore.

Ceci n'enlève rien à ce que l'imposition progressive pour les résidents suisses a été instituée par de nombreux cantons bien avant les grands pays européens et qu'avant la Première Guerre mondiale, les taux théoriques des impôts sur le revenu et la fortune pour les riches domiciliés étaient plus hauts dans la plupart des centres urbains de Suisse qu'à Londres, Berlin ou Paris.²⁴ C'est un fait mathématique, d'autant plus incontestable qu'à l'opposé des séries sur le produit intérieur brut, qui sont des constructions a posteriori, celui-ci est dérivé directement des barèmes fixés dans les lois. Il ne peut être contredit que par des raisonnements irrationnels ou

²³ Heiner Ritzmann-Blickenstorfer, Hansjörg Siegenthaler, *Statistique historique de la Suisse*, Zurich, Chronos, 1996, p. 946, tab. U.2a.

²⁴ Pour le développement précoce du système fiscal suisse au XIXe siècle, Georg Schanz, *Die Steuern der Schweiz in ihrer Entwicklung seit Beginn des 19. Jahrhunderts*, Stuttgart, Cotta, 1890. Significativement, l'impôt général à taux progressifs sur le revenu ou la fortune est mis en oeuvre à Bâle-Ville en 1840, alors qu'il ne sera adopté qu'en 1909 en Grande-Bretagne et qu'au début de la première guerre mondiale en France.

par le recours à la magie. Il s'explique d'ailleurs assez aisément, par trois facteurs. Ainsi que la sociologie financière l'a établi, il existe premièrement un lien de causalité positif au XIXe siècle entre le développement des systèmes fiscaux et le degré d'avancement du capitalisme.²⁵ Car, pour imposer les revenus et les capitaux, cela présuppose l'existence d'une économie de marché, qui soit sortie de l'autosubsistance et dont les profits et les salaires soient clairement identifiables. Il semble deuxièmement difficile d'écarter toute corrélation entre la progressivité du système fiscal et la démocratisation de la politique suisse, plus aboutie que celle de tous les grands pays européens à la fin du XIXe siècle comme on le verra plus loin.

Mais, alors que ces deux premiers facteurs ont pu avoir une certaine influence au XIXe siècle, il y a surtout une troisième explication, plus importante, qui est valable pour l'ensemble de la période contemporaine. Il s'agit du fédéralisme.²⁶ C'est là le paradoxe suprême, puisque la décentralisation est précisément ce qui a permis de contenir l'expansion de l'Etat et d'accélérer, par ce fait, la mutation du pays en paradis fiscal. Quoi qu'il en soit, le fédéralisme a une influence ambivalente sur l'imposition des revenus et des capitaux. Comme deux tiers environ des recettes fiscales sont prélevées par les cantons et les communes et que celles-ci se financent essentiellement grâce aux impôts sur les revenus et la fortune, le ratio des rentrées des impôts directs rapportées à la totalité des recettes publiques est élevé en Suisse. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, par ailleurs, les taux théoriques d'imposition ont tendance à se hisser à des niveaux d'autant plus hauts que le système fiscal direct s'appuie sur des appareils régionaux de perception et de contrôle déficients. La fixation des barèmes doit compenser, par conséquent, les rendements faibles et la surface réduite d'imposition.

A l'encontre d'à peu près tout ce qui a été écrit à ce sujet depuis un siècle, le fédéralisme semble accroître la pression fiscale sur les revenus. Mais ce n'est là que la moitié du raisonnement. De l'autre côté, comme les recettes publiques, en rapport du produit intérieur brut, sont, quant à elles, assez faibles en Suisse, ce qui est partiellement un effet du fédéralisme, il en résulte logiquement que les quotes-parts fiscales directes se situent, non à un niveau élevé, mais elles se placent dans la moyenne des pays occidentaux. A cela il faut ajouter un dernier fait déterminant pour comprendre pourquoi la Suisse est bel et bien un paradis fiscal au XXe siècle. En dépit de ce qui vient d'être affirmé, les impôts frappant spécifiquement les valeurs mobilières et les multinationales sont restés, eux, très modérés en pratique en comparaison internationale, ce à quoi le fédéralisme a fortement contribué. C'est, en effet, sur cette catégorie d'impôt que la concurrence fiscale entre les cantons a joué, comme le démontre par exemple les privilèges accordés aux holdings, tandis que les appareils fiscaux régionaux, dotés d'effectifs réduits, n'ont pas pu contrôler efficacement ces capitaux imposables. Tout ceci revient à dire au final que les collectivités publiques suisses se sont surtout financées au XXe siècle en ponctionnant les revenus et la fortune des classes moyennes.

²⁵ Gabriel Ardant, Histoire de l'impôt, vol. 2, Paris, Fayard, 1972, p. 410.

²⁶ Pour ce qui suit, Christophe Farquet, Histoire du paradis fiscal suisse, op. cit., p. 40-41 et 48-59.

Le pouvoir bourgeois sans lutte des classes

Les paradoxes de l'évolution politique suisse

L'Etat suisse est faible. C'est une évidence statistique. L'affirmer, ce n'est d'aucune manière vouloir défendre l'image d'une Confédération impotente, comme une sorte de petit navire qui serait ballotté par les vagues tumultueuses soulevées par les grandes puissances mais qui s'accrocherait contre vents et marées à sa neutralité. A vrai dire, pour les secteurs les plus compétitifs du capitalisme suisse, la force principale de l'Etat réside précisément dans sa faiblesse. C'est de celle-ci que découle les facteurs de l'attractivité financière et de l'expansion économique, comme la légèreté des impôts, la dérégulation bancaire, les politiques favorisant la stabilité monétaire. Par ailleurs, un Etat faible est d'autant plus susceptible de se mettre au service des intérêts économiques. L'intégration des grandes associations patronales dans les processus décisionnels intérieurs et dans l'élaboration de la politique étrangère a été ainsi poussée plus loin en Suisse que dans la plupart des pays étrangers, depuis la fin du XIXe siècle.²⁷ Ce corporatisme libéral a atteint un degré d'aboutissement tel que ces organisations ont remplacé l'Etat dans la réalisation de maintes tâches et qu'on peut se demander si elles ne sont pas elles-mêmes devenues des branches, privatisées, de l'Etat.

Durant la seconde moitié du XIXe siècle, la Suisse possède une économie riche et un Etat faible. Or, elle a également un système politique très démocratique. La révolution bourgeoise de 1848 a accouché d'un Etat libéral, au plein sens du terme puisque, par sa dimension réduite, il n'empiète pas sur l'économie privée, il défend une politique commerciale libre-échangiste, et il dispose d'une constitution qui fait figure parmi l'Europe réactionnaire d'un modèle de libéralisme politique. L'élection des deux chambres du parlement fédéral se fait au suffrage universel masculin et, même si des discriminations importantes existent à l'encontre des plus démunis ou des juifs, les droits démocratiques sont incomparablement plus étendus qu'en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne. Ils sont encore élargis au cours des décennies suivantes, par le passage à la démocratie semi-directe, avec l'adoption en 1874 du référendum et en 1891 de l'initiative constitutionnelle.

Il va sans dire que le degré de démocratisation du système politique de la Confédération n'a aucunement empêché que les premières décennies de l'Etat fédéral soient marquées par l'émergence d'une caste d'oligarques, ce qu'on a appelé les Bundesbaronen, cumulant le pouvoir économique et celui politique, au niveau tant national que cantonal. Compte tenu de la profondeur des inégalités économiques générées par la révolution industrielle et le libéralisme manchestérien, la Suisse est formellement une démocratie ; en pratique, comme ailleurs, c'est la concentration du pouvoir qui constitue la réalité première des rapports de force. Pendant trois décennies, de plus, il n'y a pas de pluralisme politique au niveau fédéral, puisque les Radicaux sont hégémoniques et s'octroient invariablement la totalité des sièges gouvernementaux. On ne peut faire fi tout de même de ce qu'en réaction aux barons fédéraux, une fraction imposante des Radicaux, les démocrates, ont prôné une politique progressiste à l'endroit des ouvriers.

²⁷ Pour les origines de leur influence, Erich Gruner, « Der Einfluss der schweizerischen Wirtschaftsverbände auf das Gefüge des liberalen Staates », *Revue suisse d'histoire*, 6/3, 1956, p. 315-368.

L'édiction en 1877 d'une loi sur le travail, favorable aux salariés selon les standards européens de l'époque, a été une de leurs réalisations.²⁸

A l'origine, en perspective européenne, l'Etat fédéral est incontestablement libéral. Il évolue cependant, après quelques décennies, vers le conservatisme. Cette évolution suit une tendance perceptible parmi toutes les bourgeoisies. C'est l'histoire évidente du passage d'une classe détenant le pouvoir économique, sans disposer de celui politique, qui, une fois qu'elle a eu accès à ce dernier, adopte les habitudes de l'ancienne classe dirigeante. En Suisse, ce mouvement est pourtant spécifique en ce qu'il est plus ample. Il part d'un libéralisme plus pur pour s'orienter vers un conservatisme plus affirmé. L'origine de cette transformation se situe à la fin du XIXe siècle lorsque les Radicaux entament un rapprochement avec les Catholiques-conservateurs. En 1891, comme on l'a déjà noté, un premier d'entre eux est intégré au gouvernement. L'hégémonie radicale cesse. Désormais, c'est le bloc bourgeois paysan qui domine la politique fédérale. Le virage vers le conservatisme trouve son expression la plus vive dans le refus d'octroyer le vote aux femmes jusqu'en 1971. A partir de la Première Guerre mondiale, la Suisse n'est plus une démocratie modèle en Europe, puisqu'au contraire de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne, la moitié féminine de la population reste privée de droits démocratiques.²⁹ Ce n'est que par défaut, pour ainsi dire, qu'elle retrouvera temporairement cette position durant l'entre-deux-guerres, les pays du continent européen sombrant l'un après l'autre dans l'autoritarisme.³⁰

Le tournant conservateur de la société suisse au XXe siècle est visible en maints domaines, dans la culture en particulier. Il est couplé en même temps à un recul du libéralisme économique au profit de tendances favorables au nationalisme et au protectionnisme. Ce retrait simultané du libéralisme politique et économique n'a rien de fortuit. L'alliance du bloc bourgeois paysan se noue autour de l'adoption d'une politique douanière plus protectionniste, pour défendre une agriculture peu compétitive. Le protectionnisme reste modéré jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il devient très affirmé à partir de la sortie du conflit. Il est encore renforcé par un second amendement au libéralisme en faveur de la paysannerie, l'accroissement des subventions fédérales. D'autres entorses aux principes de l'économie libérale sont, par ailleurs, effectuées. La politique migratoire, très libérale jusqu'en 1914, devient restrictive après la Grande Guerre, l'économie suisse se cartellise, et des barrières élevées sont érigées contre l'influence étrangère à l'intérieur des sociétés anonymes helvétiques.³¹ A partir de la Première Guerre mondiale, c'est donc un libéral-conservatisme qui devient la tendance prépondérante de la politique fédérale. Cette synthèse n'a gardé du libéralisme économique des origines que sa composante financière, le marché bancaire suisse restant extrêmement dérégulé, ainsi que la limitation de la sphère étatique. Avec quelques ajustements, cette orientation se maintient remarquablement, tout au long de la suite du XXe siècle.

Le libéral-conservatisme suisse n'a pas été exempt de tendances réactionnaires. Au sortir de la Première Guerre mondiale, on ne peut pas nier que le bloc bourgeois paysan s'est consolidé,

²⁸ Roland Ruffieux, « La Suisse des Radicaux, 1848-1914 », dans Georges Andrey et al. (éd.), *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986, p. 599-682.

²⁹ Brigitte Studer, Regina Wecker, Béatrice Ziegler (éd.), *Les femmes et l'Etat*, Itinera, 20, 1998.

³⁰ Ian Kershaw, *To Hell and Back*. Europe, 1914-1949, London, Allen Lane, 2015.

³¹ Christophe Farquet, « Retour à l'ordre en Suisse. L'édification d'un bastion libéral-conservateur au centre de l'Europe après la Grande Guerre », *Revue Vingtième siècle*, 2019.

dans une certaine mesure, en réaction à la poussée du mouvement ouvrier.³² Il n'empêche que la gauche n'a pas été l'unique ressort de ce processus, il s'en faut de beaucoup. Le virage conservateur de la bourgeoisie a débuté, en effet, à la fin du XIXe siècle, alors que les Socialistes et les syndicats ne disposent que d'une influence et d'effectifs très réduits. Les capacités d'obstruction, offertes dans le système politique suisse par le fédéralisme et les instruments de la démocratie directe, ont été tout autant déterminantes lors des étapes successives du rapprochement des Radicaux avec les Catholiques-conservateurs. A partir de la Grande Guerre, l'orientation libérale-conservatrice a été, par ailleurs, favorisée par la défense de la valeur du franc. L'étalon-or domine toute la politique suisse durant l'entre-deux-guerres. Or, compte tenu de la hausse des dépenses publiques de l'Etat fédéral, il nécessite un accroissement des rentrées douanières et la mise en œuvre de politiques d'austérité pour rétablir l'équilibre budgétaire. Il raffermi, par conséquent, le protectionnisme, tout en favorisant l'émergence de pratiques gouvernementales autoritaires pour contourner les oppositions à la cure d'austérité.³³

La lutte des classes a donc peu marqué de son empreinte l'évolution de la politique et de l'économie suisse à l'époque contemporaine.³⁴ C'est partiellement la conséquence une fois encore de l'absence de participations aux deux guerres mondiales, ce qui a préservé le pays des bouleversements sociaux à l'œuvre à l'étranger. La société helvétique avait connu pendant les années précédant la Grande Guerre, d'amples vagues de grèves, à l'instar des autres pays européens. Elle traverse encore à la sortie du conflit une période d'affrontements, qui culminent lors de la grève générale de novembre 1918. A partir de cette date, toutefois, ce qui frappe avant tout en comparaison internationale, c'est la stabilité sociale du pays.³⁵ La gauche a rapidement délaissé sa stratégie de combat, avant que les Socialistes ne soient intégrés comme junior partner à l'intérieur du gouvernement et que les syndicats n'optent pour la paix du travail par la signature de conventions collectives avec le patronat. Mais, si les relations de travail sont restées assez pacifiques en Suisse, c'est en raison également de facteurs économiques. Quelle que soit la pertinence des statistiques sur la croissance au XXe siècle, la Suisse est une économie riche et les revenus de ses salariés sont relativement élevés, ce qui contribue à atténuer les antagonismes entre le capital et le travail. Depuis la Belle Epoque, la Suisse s'est aussi spécialisée sur la production à haute valeur ajoutée, et son secteur tertiaire gagne en importance. La plupart des travailleurs helvétiques ne sont plus des prolétaires au XXe siècle, d'autant plus que la Suisse continue d'avoir recours intensivement pour les emplois faiblement rémunérés à l'importation d'une main d'œuvre temporaire, qui n'a pas de pouvoir politique.

L'image que les Suisses et les Suissesses se sont forgée d'eux-mêmes au cours du XXe siècle a finalement accentué le consensus de la société helvétique. Les travailleurs en Suisse ont tendance, plus que dans les grandes économies, à s'identifier aux intérêts de leurs entreprises, et c'est là, avant tout, la résultante de la structure du capitalisme helvétique. L'économie suisse est composée pour l'essentiel de petites unités de production, beaucoup de ses entreprises sont

³² Adrian Zimmermann, *Klassenkampf und Klassenkompromiss, Arbeit, Kapital und Staat in den Niederlanden und der Schweiz, 1914-1950*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2012.

³³ Philipp Müller, *La Suisse en crise (1929-1936)*, Lausanne, Antipodes, 2010.

³⁴ Voir, par exemple, les statistiques comparatives sur les jours de grèves, en comparaison du nombre de salariés au XXe siècle : Peter Flora (éd.), *State, Economy, and Society in Western Europe, 1815-1975*, Francfort, Campus Verlag, 1987, p. 679-753.

³⁵ Sur ce consensus, voir Claire et François Masnata-Rubattel, *Le pouvoir suisse*, Paris, Christian Bourgois, 1978, p. 177-187.

actives sur les marchés internationaux, et les prix de vente à l'extérieur du pays sont chers à cause de la force du franc. Dans cette situation, une sorte d'union sacrée entre les salariés et le patronat s'est constituée. Comment, croit-on devoir penser, peut-on en effet lutter contre la concurrence des immenses consortiums étrangers si le capital et le travail de la minuscule Confédération ne collaborent pas ? On doit ajouter que cette valorisation du consensus a été confortée par la neutralité. La neutralité a alimenté l'image de la petite Suisse qui ferait face à des grandes puissances belliqueuses. La préservation de la neutralité durant les guerres mondiales a également doté la société suisse d'un sens aigu de son exception et d'une culture du repli sur soi, ce qui a accentué la valorisation de la paix sociale. Quoi qu'on pense de telles conceptions, c'est un fait indiscutable que les consciences de la population suisse au XXe siècle ont été imprégnées par cette imaginaire du consensus, le verrouillant en retour.